



La « relation spéciale » canado-américaine à l'épreuve du fossé idéologique entre Donald Trump et Justin Trudeau

Frédéric Gagnon



Electronic version

URL: <http://journals.openedition.org/rrca/913>

ISSN: 2101-048X

Publisher

David Diallo

Electronic reference

Frédéric Gagnon, « La « relation spéciale » canado-américaine à l'épreuve du fossé idéologique entre Donald Trump et Justin Trudeau », *Revue de recherche en civilisation américaine* [Online], 7 | 2017, Online since 14 December 2017, connection on 10 December 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rrca/913>

This text was automatically generated on 10 December 2020.

© Tous droits réservés

La « relation spéciale » canado-américaine à l'épreuve du fossé idéologique entre Donald Trump et Justin Trudeau

Frédéric Gagnon

- 1 Le Canada est rarement un enjeu central des élections américaines et les Canadiens se désolent souvent du faible intérêt dont ils font l'objet aux États-Unis (Biette 2006; Balthazar et Hero 1999). Tant mieux diraient certains, car cela illustre que le Canada et les États-Unis sont deux alliés indéfectibles, partageant la plus longue frontière non militarisée du monde et entretenant une relation des plus cordiales (Brooks 2014, p. 24). D'autres estiment cependant que le faible intérêt des Américains pour le Canada a pour conséquence une méconnaissance des réalités canadiennes à Washington (Robertson 2005). Après le 11 septembre 2001 par exemple, les diplomates canadiens ont eu du mal à briser le mythe selon lequel certains terroristes avaient transité aux États-Unis par la frontière canadienne.
- 2 Lors du duel présidentiel de 2016 opposant Donald Trump à Hillary Clinton, le Canada a davantage été dans la mire des Américains qu'à l'habitude. Qualifiant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) de « pire accord de commerce jamais signé par les États-Unis » (Gandel 2016), Trump a promis de renégocier avec le Canada et le Mexique ce traité de 1994 qui avait permis de créer la plus grande zone de commerce du monde. Trump a également affirmé que les alliés de l'OTAN, dont le Canada, devraient augmenter leurs dépenses militaires pour continuer à profiter de la protection américaine en cas de besoin.
- 3 Alors que la plupart des observateurs prédisaient la victoire d'Hillary Clinton le 8 novembre 2016, l'élection de Trump a suscité maintes inquiétudes au Canada. Quelle serait la politique étrangère du milliardaire? Jusqu'à quel point romprait-il avec l'héritage d'Obama, dont la parenté idéologique avec le premier ministre du Canada Justin Trudeau

était si forte que l'on n'hésitait pas à parler d'une véritable *bromance*¹ pour décrire leur relation?

- 4 Grâce à un examen des trois principaux domaines des relations canado-américaines ayant retenu l'attention de Washington et d'Ottawa depuis l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche, le commerce, l'environnement/énergie et la sécurité (Robertson 2017), cet article soutient que le Canada et les États-Unis ont amorcé, en janvier 2017, une période d'incertitude rarement vue dans leur histoire, et que l'ampleur du fossé idéologique entre les gouvernements Trudeau et Trump a exposé les deux pays à des risques de désaccords susceptibles d'ébranler la « relation spéciale » canado-américaine. Cette thèse est toutefois nuancée à deux titres : d'une part, malgré le fossé idéologique entre Trudeau et Trump et le style parfois « anti-diplomatique » de ce dernier, il existe des zones de compromis possibles qui, sur certains dossiers, pourraient même donner lieu à une amélioration des relations canado-américaines par rapport aux années Obama. D'autre part, lorsqu'il y aura désaccord entre Ottawa et Washington, le Canada pourra parfois compter sur la décentralisation du pouvoir ainsi que sur les mécanismes de poids et contrepoids propres au système politique américain pour préserver ses intérêts.

De la « relation spéciale » à l'imprévisibilité de Trump

- 5 La littérature théorique sur les relations entre le Canada et les États-Unis est presque unanime : voilà deux pays dont l'intégration et les interactions figurent parmi les plus importantes du monde. La guerre anglo-américaine de 1812 opposant les États-Unis à l'Empire britannique rappelle qu'il y a eu d'importants affrontements entre les Américains et leurs voisins du nord (la ville de Washington fut même incendiée pendant ce conflit). Cela dit, la force et la multiplicité des liens canado-américains de la naissance du Canada en 1867 à aujourd'hui portent plusieurs observateurs à croire à l'existence d'une véritable « relation spéciale » entre les deux pays (Morici 1991; Haglund 2009)². Pour Haglund, cette relation est « spéciale » à au moins deux titres. D'une part, d'un point de vue strictement empirique, les données quantitatives et statistiques témoignent du caractère pour le moins unique de l'interrelation entre le Canada et les États-Unis. 400 000 Canadiens et Américains traversent la frontière canado-américaine chaque jour, pour des raisons personnelles, touristiques ou professionnelles. Qui plus est, 75% des Canadiens vivent à moins de 160 kilomètres de cette même frontière, dans des villes comme Montréal, Windsor ou Vancouver. Les trois quarts des exportations canadiennes vont aux États-Unis et les deux pays échangent près de 700 milliards de dollars en biens et services annuellement (Gagnon 2017).
- 6 D'autre part, Haglund écrit que la relation canado-américaine peut être qualifiée de « spéciale » pour des raisons plus subjectives, liées aux perceptions mutuelles généralement positives et amicales qui existent entre les Américains et les Canadiens. Trois remarques s'imposent ici. D'abord, il existe certes des différences notables entre les cultures politiques américaines et canadiennes. Seymour Martin Lipset (1995) note par exemple que l'individualisme et la méritocratie sont des valeurs plus profondément ancrées aux États-Unis qu'au Canada. Il n'en demeure pas moins que les Américains et les Canadiens s'entendent généralement sur un certain nombre de grands principes, dont ceux consistant à dire que la démocratie représentative et l'économie de marché sont d'excellents modes d'organisation des sociétés modernes. Ensuite, si l'on fait abstraction du Québec, seule province canadienne à majorité francophone, le Canada est composé de

citoyens qui ont, pour la plupart, la même langue maternelle que les Américains ainsi qu'un héritage commun (britannique). Enfin, une troisième donnée témoignant des perceptions mutuelles positives et amicales entre les Américains et les Canadiens est que les cultures populaires des deux pays s'entremêlent à ce point qu'il est parfois difficile de voir ce qui distingue les Canadiens et les Américains, ou encore leurs habitudes de consommation³. Après avoir vu les acteurs Jim Carrey et Mike Myers dans les plus récentes productions hollywoodiennes, on peut ainsi oublier qu'ils sont originaires de la province canadienne d'Ontario – et non de la Californie, de l'Illinois ou du Michigan. Le Québec fait encore là figure d'exception, car il possède une culture populaire à prédominance francophone, plus distincte de celle des États-Unis. Les Américains reconnaissent facilement l'identité québécoise de la chanteuse Céline Dion par exemple, le prénom et le nom aidant. Or, les Québécois sont souvent tout aussi avides que les autres Canadiens des séries et films américains : ils n'échappent pas à l'influence des produits culturels de masse américains même si le Québec se laisse un peu moins « engloutir par les valeurs et la culture de son puissant voisin » que les autres provinces canadiennes (Prémont 2010, p. 136). La « relation spéciale » entre le Canada et les États-Unis n'est toutefois pas immuable ni inébranlable. Au cours des dernières décennies, elle a parfois été marquée par des refroidissements évidents. Au moins deux facteurs ont mené à ces périodes plus sombres.

- 7 D'une part, des événements internationaux suscitent parfois la crispation ou la méfiance d'une société à l'égard de l'autre. Deux exemples viennent à l'esprit. Au début de la crise économique des années 1930, les autorités américaines décident de fermer les frontières aux travailleurs étrangers pour protéger les emplois américains. Cette décision représente un tournant dans les liens migratoires canado-américains, car elle interrompt, entre autres, une vague d'immigration qui avait débuté durant les années 1840 et pendant laquelle 900 000 Canadiens français s'étaient installés aux États-Unis pour occuper des emplois manufacturiers dans des villes comme Lowell au Massachusetts (Roby 2007). Un peu de la même manière, les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont convaincu Washington et les États frontaliers du Canada de l'importance de renforcer les mesures de sécurité à la frontière, pour prévenir l'arrivée de terroristes sur le sol américain.
- 8 D'autre part, les fossés idéologiques qui existent parfois entre Ottawa et Washington (engendrés par des alternances au pouvoir par exemple) sont un deuxième facteur pouvant refroidir les relations canado-américaines. Ces fossés sont plus fréquents quand des premiers ministres issus du Parti libéral du Canada doivent entretenir des relations avec des présidents du Parti Républicain, ou lorsque des premiers ministres issus du Parti conservateur du Canada (appelé Parti progressiste-conservateur du Canada jusqu'en 2003) sont au pouvoir pendant des présidences démocrates. En effet, bien que le centre de gravité politique soit généralement plus à gauche au Canada qu'aux États-Unis, les conservateurs au Canada promeuvent, un peu comme les Républicains aux États-Unis, des politiques visant la réduction du rôle de l'État dans l'économie, l'équilibre fiscal et les réductions d'impôts pour les particuliers et les entreprises, un certain nationalisme en politique étrangère et une prudence à l'égard des engagements internationaux trop contraignants au sein des institutions multilatérales internationales (l'ONU par exemple), des mesures environnementales minimales ou, du moins, qui ne ralentissent pas indument le développement économique, ou encore le libre-échange en matière de commerce. Le mariage gay et l'avortement ne sont pas autant à l'avant-scène des débats politiques au Canada qu'ils le sont aux États-Unis, mais parmi les principales formations

politiques canadiennes, le Parti conservateur est celui dont les positions se rapprochent le plus de celles des Républicains aux États-Unis sur de telles questions.

- 9 De leur côté, le Parti libéral du Canada et le Parti Démocrate ont souvent des programmes électoraux similaires : vision optimiste de l'apport des minorités ethniques au développement des sociétés, croyance dans les bienfaits de l'intervention de l'État pour rétablir les injustices économiques et sociales, valorisation du multilatéralisme en politique étrangère, progressisme sur les enjeux moraux comme l'avortement et le mariage gay, etc. Il existe certes des différences entre les deux partis. Par exemple, durant les élections américaines de 2008 et de 2016, des candidats présidentiels comme Hillary Clinton, Barack Obama et Bernie Sanders ont adopté une attitude protectionniste en matière de commerce, promettant de renégocier l'ALÉNA, un accord cher au Parti libéral du Canada. Il reste que durant la présidence Obama, la parenté idéologique canado-américaine a été plus nette avec Justin Trudeau qu'avec Stephen Harper.
- 10 Depuis 1945, les parentés idéologiques entre les chefs d'État canadiens et américains se sont souvent accompagnées de compatibilités sur le plan des personnalités. À cet égard, on parlait certes de *bromance* entre Trudeau et Obama parce que les deux avaient des visions similaires sur plusieurs enjeux (environnement, mariage gay, avortement, etc.), mais il y a plus. Trudeau et Obama avaient beaucoup en commun sur le plan personnel : jeunes pères de famille plutôt associés à la génération X qu'à celle des *baby-boomers*, ils incarnaient chacun le renouveau et l'avenir de leurs partis politiques. Ils rompaient avec le conservatisme de leurs prédécesseurs (George W. Bush et Stephen Harper), utilisaient les nouveaux médias (*Facebook*, *Twitter*, etc.) pour s'adresser directement à leurs partisans, les jeunes surtout, et figuraient parmi les politiciens les plus télévisés de leurs générations. Ce n'était pas la première fois que les chefs d'État canadiens et américains avaient de réels atomes crochus (Globensky 2017; Dion 2017). Le conservateur Brian Mulroney et le républicain Ronald Reagan avaient entretenu une relation des plus cordiales dès leurs premières rencontres : ils s'appelaient par leurs prénoms et étaient tous deux de descendance irlandaise. Le libéral Jean Chrétien et le démocrate Bill Clinton entretenaient eux aussi des rapports chaleureux, marqués par des parties de golf pendant lesquelles Chrétien aurait convaincu Clinton d'appuyer ouvertement le camp fédéraliste dans le débat sur la souveraineté du Québec. Les affinités entre le conservateur Stephen Harper et le républicain George W. Bush étaient également évidentes : pratiquants et conservateurs moraux, ils croyaient aux valeurs familiales traditionnelles et Harper a même conclu son discours de victoire électorale de 2006 sur une phrase que W. Bush aurait sans doute employée s'il avait été premier ministre du Canada : « God Bless Canada » (Chapman 2011).
- 11 D'autres premiers ministres du Canada et présidents américains ont toutefois eu des rapports plus tendus. Le conservateur John Diefenbaker, qui avait vingt-trois ans de plus que le démocrate John F. Kennedy, n'a jamais été à l'aise avec le jeune couple Kennedy-Onassis, issu d'une autre génération que la sienne. Lors d'une rencontre entre les deux hommes à Ottawa, l'unilingue anglophone Diefenbaker a prononcé quelques mots dans un français laborieux, et Kennedy a confié à l'auditoire, à la blague, qu'il était plus à l'aise de s'exprimer en français à son tour après avoir entendu le premier ministre (Dion 2017). La relation toxique entre les deux hommes était également due au fait que Kennedy avait, lors d'une visite à Ottawa, malencontreusement perdu une note manuscrite, tombée sous la main de Diefenbaker, dans laquelle le président américain qualifiait son homologue de « fils de pute » (Boyko 2016). Le libéral Pierre-Elliott Trudeau et le républicain Richard

Nixon ne s'entendaient guère mieux : les décisions d'Ottawa de réduire la contribution canadienne à la défense de l'Europe et de reconnaître officiellement la République populaire de Chine avaient poussé Nixon à qualifier le père de Justin Trudeau de « trou de cul » (Globensky 2017).

- 12 Avec l'arrivée de Trump à la Maison-Blanche, on était ainsi en droit de se demander si les incompatibilités personnelles entre « The Donald » et Justin Trudeau ne mèneraient pas au type de refroidissement déjà vu dans l'histoire des relations canado-américaines. Durant la présidentielle américaine de 2016 et les premières semaines de la présidence Trump, la « prudence » a été le maître-mot de l'attitude de Trudeau à l'égard de la nouvelle administration américaine. L'ambassadeur du Canada à Washington, David MacNaughton, a multiplié les interventions publiques, aux États-Unis et au Canada, signalant qu'Ottawa était prête à collaborer avec le nouveau président. Même son de cloche du côté du premier ministre, qui, au lieu d'adopter une attitude de confrontation à l'égard de Trump, a entre autres indiqué que le Canada renégocierait l'ALÉNA si c'était le souhait du nouveau locataire de la Maison-Blanche (Zimonjic 2016).
- 13 Trudeau a réaffirmé sa bonne foi lors de sa première rencontre officielle avec Trump, à Washington, le 13 février 2017. Trois traits de la personnalité du 45^e président témoignaient alors de l'ampleur du défi auquel le premier ministre du Canada était confronté (Gagnon 2017). Ces traits de caractère, perceptibles durant l'élection présidentielle de 2016 et après l'arrivée de Trump au pouvoir, étaient déjà mis en exergue dans le livre *The Art of the Deal* publié par le milliardaire en 1987 (Trump et Schwartz 1987).
- 14 D'abord, le parcours d'homme d'affaires de Trump l'a incité à voir les relations avec autrui avant tout à travers le prisme de la compétition. Dans *The Art of the Deal*, le 45^e président expose une vision pessimiste de la nature humaine et souligne que les relations interpersonnelles prennent tôt ou tard la forme de rivalités faisant des vainqueurs et des perdants, et où l'on doit viser les gains personnels avant tout. Même si Trump ne fait pas le parallèle entre sa vision et les théories des relations internationales, *The Art of the Deal* n'est pas sans rappeler les instincts les plus crus d'auteurs réalistes comme John Mearsheimer, dont le livre *The Tragedy of Great Power Politics* relate une vision sombre de la politique internationale et suppose que « l'homme est un loup pour l'homme » (selon les termes de Mearsheimer 2001, p. 31 : « for every neck, there are two hands to choke it »). Un examen de la personnalité de Trump réalisé par le professeur de psychologie Dan McAdams confirme nos observations (McAdams 2016). Selon McAdams, Trump a peu confiance en ceux et celles qui l'entourent; il est toujours aux aguets, persuadé que la plupart des gens lui veulent du mal, complotent contre lui ou souhaitent profiter de lui. Trump reprend d'ailleurs cette même vision pour décrire le sort qui aurait été réservé aux États-Unis au sein du système international au cours des dernières décennies, énonçant ceci dans son discours d'investiture du 20 janvier 2017 :
- 15 Des décennies durant, nous avons enrichi les industries étrangères aux dépens de l'industrie américaine (...) Une à une, les usines ont fermé, sans une seule pensée pour des milliers de travailleurs américains laissés pour compte. La richesse de notre classe moyenne a été arrachée des foyers et a été redistribuée au monde entier (Trump 2017a)
- 16 Pour Justin Trudeau, le défi a donc consisté à éviter que le Canada ne soit perçu de manière aussi péjorative par Trump (Gagnon 2017).

- 17 Un deuxième trait de la personnalité du 45^e président illustre que l'un des moyens d'y parvenir consistait peut-être à éviter de critiquer trop directement ou vivement celui-ci ainsi que ses idées. Dans *The Art of the Deal*, Trump dévoile son caractère impulsif lorsqu'il admet ne pas pouvoir s'empêcher de sauter à la jugulaire de ceux qui le fustigent ou qui remettent ses idées en question. Le président du Mexique, Enrique Peña Nieto, l'a constaté à peine quelques jours après l'entrée en fonction de Trump : réitérant que Mexico ne paierait pas pour la construction du mur entre les États-Unis et le Mexique, Nieto a vu Trump lui suggérer, sur *Twitter*, d'annuler sa première visite à Washington, demande à laquelle le président mexicain a acquiescé (Diaz 2017). Il y a fort à parier que le président n'épargnerait pas Justin Trudeau si celui-ci ou encore un membre de son cabinet succombaient à la tentation de pourfendre Trump et son programme politique. Durant la présidence de George W. Bush, on se souvient de l'émoi qu'avait causé la députée libérale Carolyn Parrish, membre du gouvernement de Paul Martin, lorsqu'elle avait piétiné une figurine à l'effigie du 43^e président à l'émission humoristique *This Hour Has 22 Minutes*. On peut imaginer les *tweets* colériques de Trump si un incident semblable se produisait aujourd'hui – et l'effet néfaste que cela pourrait avoir sur les relations canado-américaines.
- 18 Enfin, un troisième trait de la personnalité de Trump représentant un écueil pour Justin Trudeau est que le compromis et la modération feraient visiblement moins partie du *modus operandi* de la Maison-Blanche qu'avec Barack Obama. Dans *The Art of the Deal*, Trump indique que sa méthode de négociation a toujours reposé sur trois piliers : placer la barre le plus haut possible même si le but peut parfois sembler exagéré ou irréaliste (*think big*), se battre jusqu'au bout pour atteindre l'objectif désiré (*push and push and push*), et ne pas déroger des promesses faites à ceux qui nous appuient (*deliver the goods*).

Les grands dossiers des relations canado-américaines sous Trump

- 19 Appliquée aux grands dossiers des relations canado-américains, une telle méthode de négociation risque donc d'engendrer de profonds désaccords entre Washington et Ottawa, dans les domaines du commerce, de l'environnement/énergie et de la sécurité (Robertson 2017).

Le commerce canado-américain aux temps de « l'Amérique d'abord! »

- 20 La victoire de Trump à la présidentielle de 2016 est due à plusieurs facteurs, mais son programme électoral à saveur protectionniste a peut-être été le plus saillant. S'appuyant sur les thèmes « L'Amérique d'abord! » (*America First*) et « Redonnons sa grandeur à l'Amérique » (*Make America Great Again*), Trump a promis de renégocier, d'abroger ou de rejeter les accords de commerce néfastes pour les emplois américains, d'augmenter les tarifs douaniers sur les importations américaines, et de punir les entreprises américaines et étrangères qui délocalisent leurs activités productives ailleurs qu'aux États-Unis. Fidèle à sa tendance à voir les relations avec autrui selon une logique de compétition (décrite plus haut), Trump estime que les partenaires commerciaux des États-Unis ont floué les Américains au moyen d'ententes commerciales préjudiciables pour la classe moyenne et

les travailleurs (*bad deals*). Ne voulant pas répéter les erreurs de ses prédécesseurs, il a signé, dès son arrivée au pouvoir, un décret présidentiel annonçant le retrait des États-Unis du Partenariat transpacifique (PTP), accord de commerce négocié par l'administration Obama et qui visait à établir une zone de libre-échange avec des pays comme le Japon, la Chine et le Canada.

- 21 Favorable au PTP, Justin Trudeau a ainsi constaté, dès les premiers jours de la présidence Trump, à quel point le nouveau locataire de la Maison-Blanche était déterminé à donner suite aux promesses protectionnistes faites durant sa campagne électorale. Au nombre des ententes commerciales prises pour cibles par la nouvelle administration américaine, l'ALÉNA (entre les États-Unis, le Canada et le Mexique) a été qualifié, par Trump, de « pire accord de commerce jamais signé par les États-Unis ». Entré en vigueur en 1994, cet accord a fortement contribué au développement de l'économie canadienne : en vingt ans, la valeur des investissements américains dans l'économie canadienne est passée de 70 à 368 milliards de dollars alors que celle des exportations du Canada vers le marché américain de 110 à 346 milliards (Gagné et Viau 2010; McBride et Aly Sergie 2017). Modifier, voire abroger l'accord était donc susceptible de perturber l'économie canadienne et d'avoir un effet néfaste sur les emplois au nord de la frontière américaine. Lors de la première rencontre officielle entre Trudeau et Trump le 13 février 2017, le président américain a précisé ses intentions à propos de l'ALÉNA : le Mexique serait le principal visé par les modifications à l'entente et la relation commerciale avec le Canada ferait seulement l'objet « d'ajustements mineurs » (*tweaking*). Des pourparlers subséquents entre les officiels canadiens et américains ont par ailleurs permis d'apprendre que Washington envisageait de constituer des comités de négociation distincts pour mener les pourparlers avec le Canada et le Mexique à propos de l'ALÉNA – autre signe que le Mexique était peut-être le principal visé par le protectionnisme nord-américain de Trump (Fife 2017a).
- 22 Selon l'ancien premier ministre du Canada Brian Mulroney, mobilisé par Justin Trudeau pour établir des ponts avec l'administration Trump, au moins deux priorités étaient alors au cœur des demandes américaines à l'égard du Canada en février 2017 (Fife 2017b). D'une part, le secrétaire américain au Commerce, Wilbur Ross, ainsi que le gendre et conseiller de Trump, Jared Kushner, ont indiqué que la Maison-Blanche voudrait peut-être abolir le mécanisme de règlement des différends en matière de droits compensateurs et de dumping, prévu au chapitre 19 de l'ALÉNA (Fife 2017a). Comme l'explique le professeur de l'Université Laval Luc Bouthillier, le chapitre 19 prévoit :
- 23 la constitution d'un groupe spécial binational, en substitution d'un organisme national, pour des révisions judiciaires dans les décisions d'ordre national ayant trait à des questions liées à des mesures antidumping et aux droits compensateurs dans les flux commerciaux entre les trois pays visés par l'ALENA. Ce chapitre 19 est donc applicable dès qu'on tente de contraindre un flux commercial pour un produit ou un service qu'il soit couvert ou non par l'ALENA (cité par Fillion 2017)
- 24 En abolissant ce mécanisme, les États-Unis pourraient par exemple confier à des cours américaines la responsabilité de procéder aux examens judiciaires nécessaires en cas de conflit commercial avec le Canada et le Mexique. L'enjeu pour Ottawa est considérable, car on peut se demander si les décisions rendues par les cours américaines n'avantageraient pas indument les intérêts commerciaux des États-Unis au détriment des intérêts canadiens.

- 25 Le dossier du bois d'œuvre illustre que les États-Unis ne traiteraient peut-être pas le Canada avec ménagement si les différends commerciaux entre les deux pays étaient traités en dehors du cadre du chapitre 19 de l'ALÉNA. Le bois d'œuvre, utilisé dans les domaines de la construction et de la rénovation résidentielles, pour construire les maisons par exemple, fait l'objet d'un conflit entre les États-Unis et le Canada depuis 1982 (Jasmin et Gagné 2008). Selon les autorités américaines, la compétition de l'industrie forestière canadienne à l'égard des États-Unis est déloyale pour deux raisons : d'une part, elle est injustement subventionnée par les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada, « à travers un système de redevances payables aux gouvernements provinciaux pour la récolte du bois sur les terres publiques » (*Ibid.*, p. 3), et, d'autre part, le Canada vend « son bois d'œuvre à des prix inférieurs à ce qu'il en coûte réellement pour le produire, ce qui constitue du dumping » (*Ibid.*, p. 4). Pour contrer de telles pratiques, les États-Unis ont tenu à ce que le dossier du bois d'œuvre fasse l'objet d'ententes exceptionnelles, et ce, même si l'ALÉNA prévoit l'établissement d'une zone de libre-échange en Amérique du Nord (Fillion 2017). Dans le cadre d'un accord signé en 2006 par exemple, le Canada s'était engagé à appliquer des taxes et des quotas sur ses exportations de bois d'œuvre destinées au marché américain (Gouvernement du Québec 2015). Cet accord venu à échéance fin octobre 2013, a été prolongé de deux ans, mais devait être renégocié lorsque Trump a pris le pouvoir en janvier 2017. Pour Justin Trudeau et l'industrie forestière canadienne, la grande question était donc de savoir si la nouvelle administration n'adopterait pas une attitude encore plus ferme que les précédentes dans ce dossier. Désireux de protéger les emplois américains à tout prix, Trump ferait-il écho aux demandes des producteurs de bois d'œuvre américains et à la *U.S. Lumber Coalition* qui, dans une requête datée du 25 novembre 2016, ont exigé l'imposition de droits compensatoires plus importants qu'auparavant sur les exportations canadiennes (Tchandem Kamgang 2017 et Fournier 2017, p. 31)? Les Canadiens ont reçu une première réponse à cette question en avril 2017, lorsque le département américain du Commerce a imposé une taxe de 19,88% sur les exportations canadiennes de bois d'œuvre aux États-Unis ainsi qu'une taxe additionnelle de 6,87% quelques semaines plus tard (Hasselback 2017), obligeant les gouvernements du Canada et de certaines provinces canadiennes (le Québec au premier chef) à offrir une aide financière d'urgence pour protéger l'industrie forestière (Bennett 2017; Shingler et Smith 2017).
- 26 D'autre part, une deuxième priorité de l'administration Trump en matière de commerce avec le Canada concerne l'étiquetage indiquant le pays d'origine des produits traversant la frontière canado-américaine (*United States Country-of-Origin Labeling* ou *COOL*). En 2002, dans sa loi *Farm Security and Rural Investment Act*, le Congrès obligeait les producteurs canadiens de bœuf, veau, agneau, porc, poisson, mollusques, crustacés, fruits, légumes et arachides vendus dans certains points de vente aux États-Unis à indiquer l'origine canadienne de leurs produits (Gouvernement du Canada 2015). Si la mesure permettait aux Américains de disposer de plus d'information à propos des produits qu'ils consomment, le système *COOL* représentait un casse-tête pour les producteurs, transformateurs, distributeurs et détaillants, car ceux-ci devaient, par exemple, « ségréguer les animaux canadiens des animaux américains – ainsi que leur viande – à toutes les étapes de la production, alors que les acteurs qui ne font affaire qu'avec des [produits] américains [n'avaient] pas à payer ces coûts additionnels » (*Ibid.*). En décembre 2015, après s'être penchée sur le dossier pendant quelques années, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait conclu que le système *COOL* était discriminatoire à

l'égard de l'industrie bovine et porcine canadienne, et autorisé le Canada à imposer des taxes punitives sur diverses importations américaines. Pour éviter de telles représailles, le Congrès des États-Unis avait alors décidé d'abroger la mesure, mais la popularité du slogan « L'Amérique d'abord ! » de Trump indique qu'il y avait encore un appétit pour le système COOL aux États-Unis au lendemain de la présidentielle de 2016. À titre indicatif, au Wyoming et au Dakota du Sud, des législateurs d'État ont proposé, au début 2017, des lois visant à réintroduire le système COOL sur le territoire de ces États (Flynn 2017). Les mesures ont été rejetées, mais des efforts similaires étaient à prévoir dans d'autres États du pays, suivant la volonté de certains élus locaux d'inciter Trump et le Congrès des États-Unis à réintroduire le système COOL à l'aide d'une loi fédérale (*Ibid.*). Considérant que le système COOL causait, selon l'OMC, 1 milliard de dollars en dommage commercial à l'industrie du bœuf et du porc canadienne chaque année, Justin Trudeau et les premiers ministres provinciaux du Canada avaient tout à craindre d'un retour du protectionnisme dans ce dossier.

L'incompatibilité entre Trudeau et Trump en matière d'environnement et d'énergie

- 27 Le fossé idéologique entre Trudeau et Trump était également évident sur les questions environnementales et énergétiques. Lors de leurs rencontres à Washington (mars 2016) et à Ottawa (juin 2016), Justin Trudeau et Barack Obama avaient exposé des visions similaires sur ces enjeux, promettant de lutter contre le réchauffement climatique à l'aide d'une transition vers les énergies propres (McGregor 2016). Les deux chefs d'État avaient établi à 2025 l'année où 50% de l'électricité consommée au Canada et aux États-Unis devaient provenir d'énergie solaire, éolienne ou encore d'hydro-électricité. Trudeau et Obama appuyaient en outre l'accord de Paris sur le climat approuvé par près de 200 pays en décembre 2015 et entré en vigueur le 4 novembre 2016. En vertu de cet accord, les États-Unis et le Canada s'étaient respectivement engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 26% à 28% d'ici 2025, et de 30% d'ici 2030, par rapport à 2005 (Losson 2015; Pélouas 2016). En décembre 2016, Justin Trudeau et les premiers ministres de toutes les provinces du Canada à l'exception du Manitoba et de la Saskatchewan (qui étaient contre l'idée d'une taxe sur le carbone) avaient d'ailleurs rendu public un « Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques ». Ce plan faisait état des politiques que le Canada et ses provinces mettraient en œuvre pour respecter les accords de Paris (élimination progressive de l'utilisation du charbon, norme fédérale sur les carburants propres, etc.) (Gouvernement du Canada 2016).
- 28 L'annonce du « Cadre pancanadien » intervenait cependant dans un contexte de forte incertitude quant aux intentions de Trump en matière d'environnement et d'énergie. Prenant le contrepied de Barack Obama et donc de Justin Trudeau, Trump se disait « climatosceptique », affirmant que le concept de changement climatique a été inventé par la Chine pour gagner la compétition économique contre les États-Unis pendant que Washington impose à ses entreprises des normes environnementales nuisibles pour la productivité et l'emploi (Roger 2016). Signe que Trump accorderait peu d'importance à la lutte aux changements climatiques, il a non seulement annoncé le retrait des États-Unis des accords de Paris sur le climat, mais a également nommé un autre climatosceptique, Scott Pruitt, à la tête de l'*Environmental Protection Agency* (EPA). À titre de secrétaire à la Justice de l'Oklahoma de 2011 à 2017, Pruitt avait déjà fait partie d'une coalition d'officiels

gouvernementaux ayant intenté des poursuites contre l'administration Obama et demandé aux cours d'invalider le *Clean Power Plan* du président démocrate, qui visait entre autres à imposer à l'industrie du pétrole et du gaz naturel des limites à l'émission de méthane (Mooney, Dennis et Mufson 2016). Pruitt et Trump n'ont pas perdu de temps avant de commencer à torpiller l'héritage d'Obama en matière d'environnement : quelques heures après l'entrée en poste du nouveau président, les pages du site Internet de la Maison-Blanche à propos des changements climatiques avaient disparu de la toile (Hudes 2017).

- 29 Fidèle à ses promesses électorales, Trump a laissé entendre à plusieurs reprises, après son investiture le 20 janvier 2017, que l'exploitation des combustibles fossiles sur le territoire américain prendrait le pas sur la volonté de son prédécesseur d'investir dans les énergies renouvelables. Réitérant son désir de redonner de bons emplois aux Américains, Trump a annoncé, dans son premier discours devant les membres du Congrès le 28 février 2017, qu'il rejeterait les réglementations environnementales qui menacent les emplois dans les mines de charbon d'États comme le Wyoming, la Virginie-Occidentale, le Kentucky et la Pennsylvanie (Trump 2017b). N'hésitant pas à nommer Rex Tillerson, ancien chef de la pétrolière *ExxonMobil*, au poste de secrétaire d'État, Trump n'a cessé de répéter qu'il garantirait l'indépendance énergétique des États-Unis en maximisant l'exploitation et les approvisionnements pétroliers et gaziers sur le territoire américain ou encore dans des régions plus sûres que le Moyen-Orient. Dans un mémorandum présidentiel rendu public le 24 janvier 2017, Trump rompait d'ailleurs avec l'une des politiques d'Obama qui avaient suscité le plus de frustration au Canada, dans la province de l'Alberta pour être plus précis, soit le refus américain d'autoriser la construction de l'oléoduc Keystone XL (Maison-Blanche 2017a). L'oléoduc Keystone XL est un projet de la pétrolière canadienne *TransCanada* en discussion depuis 2008, devant relier la ville de Hardisty, en Alberta, au village de Steele City, au Nebraska. Une fois construit, l'oléoduc d'une longueur de 1900 kilomètres traversant la frontière américaine permettrait de transporter 830 000 barils de pétrole des sables bitumineux albertains vers les États-Unis (Lee 2015). Obama et le département d'État américain avaient refusé d'émettre le permis du gouvernement fédéral américain nécessaire à la construction de cette infrastructure énergétique, au prétexte qu'elle allait à l'encontre de la lutte aux changements climatiques. Trump voyait toutefois la chose différemment : non seulement Keystone XL permettrait-il de se procurer du pétrole auprès d'un partenaire fiable, mais la phase de construction du projet garantirait de créer des emplois de qualité aux États-Unis, fait qu'un rapport du gouvernement Obama avait même mis en évidence (selon les estimations, près de 2000 emplois dans le secteur de la construction découleraient de la réalisation du projet, à chaque année pendant deux ans) (Neuhauser 2015). À plusieurs moments durant et après la présidentielle de 2016, Trump a même lié le projet Keystone XL à sa vision « L'Amérique d'abord! » de deux manières. D'une part, l'acier utilisé pour construire l'oléoduc serait américain et ne proviendrait donc pas de l'étranger. D'autre part, l'entente négociée avec *TransCanada* permettrait aux États-Unis de toucher une partie des profits réalisés grâce à la vente de pétrole canadien en sol américain.

Trudeau et la politique « forteresse Amérique » de Trump en matière de sécurité

- 30 Alors que Trudeau et Trump ont peu mis l'accent sur les questions environnementales et énergétiques lors de leur première rencontre officielle le 13 février 2017, les questions de sécurité ont peut-être autant retenu l'attention des deux chefs d'État que les questions commerciales. Pendant et après les présidentielles américaines de 2016, Trump a encore une fois placé le slogan « L'Amérique d'abord! » au cœur de ses politiques, affirmant que les membres de l'OTAN devraient, à l'avenir, hausser leurs budgets de défense et contribuer plus activement à la protection de la sécurité collective s'ils souhaitent que les États-Unis en fassent autant qu'avant sur ce plan (Robertson 2017). Le Canada était l'un des pays visés par ce commentaire du nouveau président : en 2014, les pays de l'OTAN s'étaient engagés à investir au moins 2% de leur produit intérieur brut en défense. Le Canada n'a pas rempli cette promesse et arrivait au 23^e rang parmi les vingt-huit membres de l'OTAN pour l'importance des dépenses militaires par pays (Berthiaume 2017). Lors de la première rencontre officielle entre le secrétaire à la Défense de Trump, James Mattis, et le ministre de la Défense de Trudeau, Harjit Sajjan, cette question sensible n'a pas été abordée de front durant les apparitions publiques des deux hommes, la porte-parole de Sajjan esquivant les questions des journalistes à propos d'éventuelles demandes de Trump pour que le Canada augmente ses dépenses militaires (Morrow 2017). Il n'en demeure pas moins que Justin Trudeau a annoncé, en juin 2017, une hausse du budget de défense canadien de près de 33 milliards de dollars sur une période de dix ans, illustrant le désir d'Ottawa de satisfaire aux demandes de Trump sur cette question (Manchester 2017).
- 31 Un autre sujet sensible en matière de sécurité abordé lors de la première rencontre officielle entre Trudeau et Trump du 13 février 2017 a été l'accueil des réfugiés syriens en sol nord-américain. Sur ce thème, le gouffre idéologique entre Trudeau et Trump ne pourrait être plus grand, le premier ministre canadien estimant que le Canada et les États-Unis ont le devoir d'ouvrir leurs frontières aux réfugiés fuyant leurs pays pour des raisons de sécurité. Au cours des premières années du gouvernement Trudeau, le conflit syrien a fortement retenu l'attention d'Ottawa. En date du 29 janvier 2017, plus de 40 000 réfugiés syriens s'étaient réinstallés au Canada après avoir fui leur pays d'origine. Alors que le président Obama avait mené une politique similaire, promettant d'accueillir 110 000 Syriens pour l'année fiscale 2017, Trump a pris le contrepied de son prédécesseur, signant, dès son arrivée en poste, un décret fermant indéfiniment les frontières à tout Syrien souhaitant s'installer aux États-Unis (Krogstad et Radford 2017; Shear et Cooper 2017). Selon Trump, des pays comme l'Allemagne d'Angela Merkel ont fait une « erreur catastrophique » en ouvrant leurs frontières aux réfugiés du Moyen-Orient, car plusieurs d'entre eux sont de potentiels terroristes risquant de commettre des attentats comme ceux de novembre 2015 à Paris, décembre 2015 à San Bernardino ou décembre 2016 à Berlin (Nienaber 2017).
- 32 Malgré la fermeté de Trump sur cette question, le président a fait preuve de plus de retenue à l'égard de Trudeau qu'à l'égard de Merkel. Lors d'une conférence de presse suivant la rencontre Trudeau-Trump du 13 février 2017, la journaliste du *Toronto Star* Tonda MacCharles a posé la question suivante à Trump : « Monsieur le président, vous semblez croire que les réfugiés syriens représentent un cheval de Troie et une menace

terroriste alors que monsieur Trudeau les accueille à bras ouverts au Canada. Dans ces circonstances, croyez-vous que la frontière entre le Canada et les États-Unis est sécuritaire? ». Caitlin Collins, une autre journaliste, a poursuivi sur le même thème en sondant Trudeau et Trump sur leurs divergences d'opinions à propos des réfugiés syriens (Maison-Blanche 2017b). Au lieu d'attaquer Trudeau de front, Trump a affirmé qu'il est possible d'ouvrir les frontières nord-américaines aux individus bien intentionnés tout en empêchant les criminels (barons de la drogue, gangsters, terroristes, etc.) de s'installer aux États-Unis ou au Canada.

- 33 De tels propos illustraient la tendance de Trump à traiter le Canada et le Mexique, et les frontières canado-américaine et américano-mexicaine, de façon distincte. Pas question donc d'employer la rhétorique du mur et de la « forteresse Amérique » pour décrire les politiques que la Maison-Blanche devrait mettre en œuvre à la frontière avec le Canada. Cela dit, l'arrivée de Trump à la présidence n'effaçait en rien le risque d'une nouvelle crispation sécuritaire de Washington à l'égard du Canada, semblable à celle que l'on a pu observer après le 11 septembre 2001. À l'époque, des membres du Congrès comme le représentant Peter King (républicain – New York) et la sénatrice Hillary Clinton (démocrate – New York) étaient convaincus que certains terroristes ayant commis les attaques de New York et de Washington étaient arrivés en sol américain en passant par la frontière canadienne (Gagnon 2016). Le « Rapport final de la commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis » (*9/11 Commission Report*) avait démontré que cela n'était pas le cas. Or, les diplomates canadiens de l'époque, dont le ministre de la Défense Bill Graham, avaient dû mener des efforts considérables pour déconstruire le mythe selon lequel le Canada était laxiste en matière de sécurité frontalière et incapable de détecter les terroristes tentant de traverser la frontière canado-américaine (*Ibid.*).
- 34 Il y a fort à parier que Trump n'hésiterait pas à renouer avec un tel discours si un attentat terroriste majeur sur le sol américain était commis par des individus faisant leur entrée aux États-Unis à partir du Canada. Le 45^e président trouverait d'ailleurs une oreille attentive auprès de certains membres du Congrès qui estimaient déjà, avant la présidentielle de 2016, que les politiques migratoires et frontalières du Canada devaient faire l'objet de réformes. Parmi eux, le sénateur Ron Johnson (républicain – Wisconsin), président de la commission du Sénat sur la sécurité du territoire intérieur (*U.S. Senate Committee on Homeland Security & Governmental Affairs*), a organisé des audiences publiques au sein de cette commission, le 3 février 2016, à propos des implications pour les États-Unis du plan d'accueil des réfugiés syriens de Justin Trudeau (Sénat des États-Unis 2016). Lors de ces audiences, le sénateur Johnson a exprimé des réserves et des craintes à propos du Canada, rappelant que la fluidité de la frontière canado-américaine peut représenter un risque à l'heure du terrorisme radical représenté par Daech. Lors des élections législatives américaines de 2014, des attaques terroristes survenues à Saint-Jean-sur-Richelieu au Québec, et à Ottawa en Ontario, où des « loups solitaires » ont attaqué des représentants des forces armées canadiennes, ont été matière à discussion dans certaines courses électorales se déroulant à proximité de la frontière canadienne. Lors d'un débat télévisé opposant la sénatrice républicaine du Maine, Susan Collins, à son adversaire démocrate Shenna Bellows, l'hôte du débat (Paul Merrill du réseau WMTW) a demandé aux candidates si elles avaient confiance aux mesures de sécurité à la frontière canado-américaine. Collins avait répondu qu'elle était nettement plus inquiète que des terroristes traversent cette frontière plutôt que celle entre les États-Unis et le Mexique, et que des mesures de contrôle additionnelles devraient être adoptées par le Canada et les États-

Unis (Gagnon 2016, p. 98). De tels propos faisaient écho à ceux de commentateurs conservateurs qui, comme Michèle Malkin, jugent que l'accueil de réfugiés syriens au Canada transforme des villes comme Montréal et Vancouver en tanières terroristes situées à quelques minutes des États-Unis en voiture, et contre lesquelles les Américains devront peut-être un jour se protéger à l'aide d'un mur canado-américain (Malkin 2016).

Scénario pessimiste ou optimiste?

- 35 Comme on a pu le voir dans cet article, l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche a donc marqué le début d'une période d'incertitude rarement vue dans l'histoire de la « relation spéciale » entre le Canada et les États-Unis. Protectionniste commercial, « climatosceptique » en matière d'environnement, promoteur des combustibles fossiles dans le domaine de l'énergie, et partisan d'une politique de sécurité fondée sur l'emmurement des États-Unis et la lutte sans merci contre le terrorisme, Trump a emprunté une trajectoire à maints égards incompatible avec la vision de Justin Trudeau. Selon le scénario le plus pessimiste, on assistera ainsi à un refroidissement des liens entre le Canada et les États-Unis au cours des prochaines années, prenant, entre autres, la forme de querelles commerciales sur des produits comme le bois d'œuvre ou le bœuf, ou d'un rétrécissement plus généralisé de l'accès du Canada au marché américain, résultant par exemple de taxes sur les exportations canadiennes aux États-Unis ou d'une renégociation de l'ALÉNA. Parmi les autres causes d'un possible refroidissement des relations canado-américaines, un incident terroriste aux États-Unis attribuable à la politique d'accueil de réfugiés syriens de Trudeau, engendrerait une crispation sécuritaire peut-être encore plus lourde de conséquences pour l'économie canadienne et la mobilité des personnes que celle observée après le 11 septembre 2001.
- 36 Les premiers mois de la présidence Trump ont toutefois prouvé qu'un scénario plus optimiste est également possible. Les sondages d'opinion ont certes témoigné de l'inquiétude des Canadiens à l'égard du président Trump : à la fin janvier 2017, deux tiers d'entre eux prédisaient que le 45^e président aurait un impact négatif sur le Canada (Yuen 2017). Il n'en demeure pas moins que Justin Trudeau et le Canada avaient, jusque-là, été épargnés des principales salves de Trump lancées à l'international. Les raisons pour lesquelles Trump qualifiait l'accueil de réfugiés syriens d'Angela Merkel de « catastrophique », mais pas celui de Trudeau, n'avaient alors pas été révélées publiquement par le 45^e président des États-Unis. L'importance des liens canado-américains pour les États-Unis en est certainement une : le Canada est le premier marché d'exportation pour trente-cinq des cinquante États américains et 9 millions d'emplois aux États-Unis dépendent du commerce et des investissements au Canada (Gouvernement du Canada 2017). Or, la décision de Trudeau de faire profil bas plutôt que de critiquer publiquement les décisions de Trump, comme l'a fait Angela Merkel à propos du décret anti-immigration du 45^e président (Trojanovski et Douglas 2017), pourrait en être une deuxième. Avec le recul, on conclura peut-être qu'il s'agissait de la meilleure stratégie à adopter au lendemain de la présidentielle américaine de 2016, considérant les traits de caractère de Trump et son allergie à ceux qui le critiquent directement. Trudeau prenait alors un risque politique évident, car une majorité de Canadiens souhaitait qu'il tienne tête à Trump et affirme la différence et les intérêts canadiens avec vigueur (Fife et Morrow 2017). Cela dit, la politique de la main tendue de Trudeau semble avoir permis d'établir un certain lien de confiance avec Trump, essentiel pour prémunir le Canada

contre le style parfois « anti-diplomatique » et abrasif de ce dernier, et susceptible de favoriser un dialogue constructif entre Washington et Ottawa, malgré le fossé idéologique qui sépare les deux chefs d'État.

- 37 Aussi surprenant que cela puisse paraître, ce même dialogue constructif permettra peut-être d'établir, sur certains enjeux, une relation plus cordiale avec Trump que celle qui existait auparavant avec Obama. Le cas de Keystone XL, discuté dans cet article, illustre que la présidence Trump pourrait marquer une rupture avec le refus d'Obama d'aller de l'avant avec ce projet cher en Alberta. Qui plus est, la décision de Trudeau et de Trump de créer un conseil canado-américain de promotion des femmes entrepreneures et de confier les rênes de cette organisation à Ivanka Trump, prouve que le premier ministre canadien sera parfois en mesure d'inciter le 45^e président à valoriser des thèmes qui, à priori, pouvaient lui sembler moins chers qu'à Barack Obama.
- 38 Le Canada ne sera bien entendu pas totalement à l'abri des effets des politiques de Trump sur les enjeux traités dans cet article, c'est-à-dire le commerce, l'environnement/énergie et la sécurité. Or, encore là, un scénario optimiste permet de croire que la décentralisation du pouvoir et les mécanismes de poids et contreponds propres au système politique des États-Unis avantageront parfois Justin Trudeau. Deux exemples viennent ici à l'esprit. D'une part, sur le commerce, plusieurs élus républicains du Congrès ne sont pas aussi protectionnistes que Trump, et sont susceptibles de résister à des mesures pouvant nuire à l'emploi dans leurs circonscriptions ou États. Le cas d'Elise Stefanik pourrait être cité à ce titre : représentante républicaine de la 21^e circonscription de l'État de New York, celle-ci s'est opposée au discours alarmiste de Trump dans le dossier de l'ALÉNA, car ses électeurs savent que le libre-échange avec le Canada et le Québec a fortement contribué à la santé économique de la circonscription en question, qui inclut la ville de Plattsburgh, située à 45 minutes de Montréal en voiture (Hirsch 2017). D'autre part, sur les questions environnementales et climatiques, il est vrai que l'insistance de Trump sur les combustibles fossiles ne cadre pas à première vue avec la volonté de Trudeau de miser sur les énergies propres. Or, plusieurs gouverneurs et maires de grandes villes américaines persistent à croire que la transition vers ces types d'énergie est essentielle pour lutter contre la pollution et le *smog* (Schlossberg 2016). De plus, l'offre canadienne en matière d'énergie propre plait à plusieurs élus américains, qui y voient non seulement un atout dans la lutte aux changements climatiques, mais également une manière de réduire la facture d'électricité des contribuables et des entreprises. Lors d'une rencontre bilatérale entre le premier ministre du Québec Philippe Couillard et le gouverneur de New Hampshire Chris Sununu, tenue à Montréal le 20 mars 2017, ce dernier a, même s'il est un partisan convaincu de Trump, réitéré son appui aux importations québécoises d'hydro-électricité en sol américain (Tuohy 2017). En somme, il existe certes un fossé idéologique entre Trudeau et Trump, susceptible d'ébranler la « relation spéciale » canado-américaine, mais les six premiers mois du 45^e président ont illustré que le Canada est peut-être l'un des pays les mieux outillés pour affronter la tempête.

BIBLIOGRAPHY

- Baillargeon, Stéphane. 'Résonance et « bromance »' in *Le Devoir*, 8 juin 2017 : <http://www.ledevoir.com/societe/medias/500679/bilan-de-la-couverture-mediatique-internationale-d-obama-a-montreal>
- Balthazar, Louis et Alfred Hero. 1999. *Le Québec dans l'espace américain* (Montréal : Québec Amérique)
- Bennett, Nelson, 'Ottawa Announces Softwood Lumber Aid Package', in *Business Vancouver*, 1er juin 2017: <https://www.biv.com/article/2017/6/ottawa-announces-softwood-lumber-aid-package/>
- Berthiaume, Lee. 'Canada Will Review NATO Contributions as Trump Continues to Call for Added Spending' in *Global News*, 9 mars 2017: <http://globalnews.ca/news/3300445/canada-will-review-nato-contributions-as-trump-continues-to-call-for-added-spending/>
- Biette, David. 'Le Québec vu des États-Unis' in Paquin, Stéphane, Louise Beaudoin-Dorlot, Robert Comeau et Guy Lachapelle (ed.). 2006. *Les relations internationales du Québec depuis la doctrine Gérin-Lajoie (1965-2005) : Le prolongement externe des compétences internes* (Québec : Presses de l'Université Laval). Pp. 129-138.
- Boyko, John. 2016. *Cold Fire: Kennedy's Northern Front* (New York: Alfred A. Knopf)
- Brooks, Stephen. 'Imagining Each Other' in Thomas, David et David Biette (ed.). 2014. *Canada and the United States: Differences that Count* (Toronto: University of Toronto Press). Pp. 23-45.
- Chapman, Don. 'Harper and Bush, Sitting in a Tree' in *Vancouver Observer*, 11 avril 2011: <http://www.vancouverobserver.com/blogs/civicvoices/2011/04/11/harper-and-bush-sitting-tree>
- Diaz, Danielle. 'Mexican President Cancels Meeting with Trump' in *CNN*, 27 janvier 2017 : <http://www.cnn.com/2017/01/25/politics/mexico-president-donald-trump-enrique-pena-nieto-border-wall/>
- Dion, Jean. 'Les hauts et les bas de l'amitié canado-américaine... au sommet' in *Le Devoir*, 13 février 2017.
- Fife, Robert. 'Canada, United States will focus on bilateral NAFTA negotiations' in *The Globe and Mail*, 16 février 2017a : <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/canada-united-states-bilateral-nafta-trade-talks/article34040791/>
- Fife, Robert. 'Canada won't abandon Mexico in NAFTA talks, Freeland says' in *The Globe and Mail*, 21 février 2017b : <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/mulroney-warns-of-rough-nafta-talk-ahead/article34095367/>
- Fife, Robert et Adrian Morrow. 'Canadians want Trudeau to stand up to Trump, even if it leads to trade war: poll', in *The Globe and Mail*, 7 février 2017 : <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/canadians-want-trudeau-to-stand-up-to-trump-even-if-it-leads-to-trade-war-poll/article33948451/>
- Fillion, Gérald. 'Oui, le bois d'oeuvre fait partie de l'ALENA : 5 questions pour comprendre' in *Radio-Canada*, 8 février 2017 : <http://www.msn.com/fr-ca/actualites/quebec-canada/oui-le-bois-doeuvre-fait-partie-de-lalena-5-questions-pour-comprendre/ar-AAmHFh9?li=AA4REb>

Flynn, Dan. 'Wyoming, South Dakota Nix Country-of-Origin-Labeling for Beef' in *Food Safety News*, 28 février 2017 : <http://www.foodsafetynews.com/2017/02/wyoming-south-dakota-nix-country-of-origin-labeling-for-beef/#.WNKY7BI1-Rt>

Fournier, Philippe. 'Le Québec face au protectionnisme américain: analyse préliminaire et stratégies', in *Cahiers du CÉRIUM*, mars 2017.

Gagnon, Frédérick. 'Right Next Door: Québec and the 2014 Electoral Marketplaces of Ideas in New York, Vermont, New Hampshire, and Maine', in *Québec Studies*, printemps/été 2016, pp. 77-109.

Gagnon, Frédérick. 'De la 'bromance' au suspense' in *Global Brief*, printemps 2017, pp. 6-7.

Gagné, Gilbert et Laurent Viau. 'Le Québec après 20 ans de libre-échange avec les États-Unis' in Lachapelle, Guy (ed.). 2010. *Le destin américain du Québec : Américanité, américanisations et anti-américanisme* (Québec : Presses de l'Université Laval). Pp. 157-182.

Gandel, Stephen. 'Donald Trump Says NAFTA Was the Worst Trade Deal the U.S. Ever Signed', in *Fortune*, 26 septembre 2016: <http://fortune.com/2016/09/27/presidential-debate-nafta-agreement/>

Globensky, Manon. 'Avant Trudeau et Trump, retour sur les relations de leurs prédécesseurs' in *Radio-Canada*, 13 février 2017 : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/769091/canada-etats-unis-histoire-relations-presidents-premiers-ministres>

Gouvernement du Canada. 'Étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO) imposé par les États-Unis', 22 décembre 2015 : <http://www.agr.gc.ca/>

Gouvernement du Canada. 'Le Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques', décembre 2016 : <https://www.canada.ca/content/dam/themes/environnement/documents/weather1/20170125-fr.pdf>

Gouvernement du Canada. 'Commerce et investissements', mars 2017 : http://can-am.gc.ca/relations/commercial_relations_commerciales.aspx?lang=fra

Gouvernement du Québec. 'Accord sur le bois d'œuvre résineux de 2006 entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis', octobre 2015 : <https://www.economie.gouv.qc.ca/>

Haglund, David. 'The U.S.-Canada Relationship : How 'Special' is America's Oldest Unbroken Alliance?' in Dumbrell, John et Axel Schäfer (ed.). 2009. *America's 'Special Relationships': Foreign and Domestic Aspects of the Politics of Alliance* (New York : Routledge). Pp. 60-75.

Hasselback, Drew, 'U.S" Slaps More Duties on Canadian Lumber Shipments', in *Financial Post*, 26 juin 2017: <http://business.financialpost.com/news/economy/u-s-slaps-more-duties-on-canadian-lumber-shipments/wcm/390653ed-2379-4a98-b072-b2d4407b41fa>

Hirsch, Zack. 'Northern Border Leaders Concerned about NAFTA's Fate Under Trump', in *NCPRI*, 16 janvier 2017 : <https://www.northcountrypublicradio.org/news/story/33211/20170116/northern-border-leaders-concerned-about-nafta-s-fate-under-trump>

Hudes, Sammy. 'Trump White House Website Removes Climate Change References' in *The Toronto Star*, 20 janvier 2017: <https://www.thestar.com/news/world/2017/01/20/trump-white-house-website-removes-climate-change-references.html>

Jasmin, Éric et Gilbert Gagné. 'Les politiques forestières du Québec et le différend sur le bois d'œuvre', in *Cahiers de recherche Continentalisation du CÉIM*, septembre 2008 : <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/texte.gilbert.pdf>

- Krogstad, Jens Manuel et Jynnah Radford. 'Key Facts about Refugees to the U.S.', in *PewResearchCenter*, 30 janvier 2017: <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2017/01/30/key-facts-about-refugees-to-the-u-s/>
- Lee, Curtis. 'Keystone XL Oil Pipeline: What you Need to Know About the Dispute' in *The Los Angeles Times*, 6 mars 2015: <http://www.latimes.com/nation/politics/la-na-keystone-qanda-20150307-story.html>
- Lipset, Seymour Martin. 'Trade Union Exceptionalism : The United States and Canada' in *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1995, vol. 538, pp. 115-130.
- Losson, Christian. 'Pourquoi les États-Unis veulent un accord climat 'non contraignant'', in *Libération*, 12 novembre 2015: http://www.liberation.fr/planete/2015/11/12/pourquoi-les-etats-unis-veulent-un-accord-climat-non-contraignant_1412885
- Macdonald, Neil. 'The Myth of Canada's 'Special Relationship' with the U.S.', in *CBCNews*, 29 septembre 2015 : <http://www.cbc.ca/news/politics/canada-election-2015-neil-macdonald-munk-debate-1.3247934>
- Maison-Blanche. 2017a. 'Presidential Memorandum Regarding Construction of the Keystone XL Pipeline', disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/01/24/presidential-memorandum-regarding-construction-keystone-xl-pipeline>
- Maison-Blanche. 2017b. 'Remarks by President Trump and Prime Minister Trudeau of Canada in Joint Press Conference', disponible à l'adresse suivante : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/02/13/remarks-president-trump-and-prime-minister-trudeau-canada-joint-press>
- Malkin, Michelle. 'Trudeau's Syrian Refugees Mean We'll Need a Canadian Border Wall, Too', in *VDare*, 19 avril 2016: <http://www.vdare.com/articles/trudeaus-syrian-refugees-mean-well-need-a-canadian-border-wall-too>
- Manchester, Julia, 'Trump Praises Trudeau for Canada's Increased Military Spending', in *The Hill*, 16 juin 2017: <http://thehill.com/policy/international/338234-trump-praises-trudeau-for-canadas-increase-military-spending>
- McAdams, Dan. 'The Mind of Donald Trump' in *The Atlantic*, juin 2016: <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/06/the-mind-of-donald-trump/480771/>
- McBride, James et Mohammed Aly Sergie. 'NAFTA's Economic Impact' in *Council on Foreign Relations*, 24 janvier 2017: <http://www.cfr.org/trade/naftas-economic-impact/p15790>
- McGregor, Janyce. 'Three Amigos Summit: What Trudeau, Obama and Pena Nieto agreed on' in *CBC News*, 29 juin 2016 : <http://www.cbc.ca/news/politics/three-amigos-agreements-list-1.3658050>
- Mearsheimer, John. 2001. *The Tragedy of Great Power Politics* (New York: W. W. Norton and Company)
- Mooney, Chris, Brady Dennis et Steven Mufson, 'Trump Names Scott Pruitt, Oklahoma Attorney General Suing EPA on Climate Change, to Head the EPA', in *The Washington Post*, 8 décembre 2016 : https://www.washingtonpost.com/news/energy-environment/wp/2016/12/07/trump-names-scott-pruitt-oklahoma-attorney-general-suing-epa-on-climate-change-to-head-the-epa/?utm_term=.f40cd9535e1e
- Morici, Peter. 1991. *Free Trade and U.S.-Canada Economic Relations in the 1990s* (Halifax: The Centre for Trade Policy and Law)

Morrow, Arian. 'Sajjan Meets with Mattis as Trump Warns NATO Members Must Step up Defence Spending' in *The Globe and Mail*, 6 février 2017 : <http://www.theglobeandmail.com/news/world/us-politics/canadas-harjit-sajjan-meets-with-us-secretary-of-defence-james-mattis/article33920239/>

Neuhauser, Alan. 'Obama, Citing Climate Change, Rejects Keystone XL', in *US News & World Report*, 6 novembre 2015 : <https://www.usnews.com/news/articles/2015/11/06/obama-administration-rejects-keystone-xl-pipeline>

Nienaber, Michael. 'Trump Says Merkel Made 'Catastrophic Mistake' with Refugee Policy' in *Reuters*, 15 janvier 2017 : <http://www.reuters.com/article/us-usa-trump-interview-merkel-idUSKBN14Z0XH>

Pélouas, Anne. 'Le Canada adopte un accord *a minima* pour réduire les émissions de gaz à effet de serre' in *Le Monde*, 10 décembre 2016 : http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/12/10/le-canada-adopte-un-accord-a-minima-pour-reduire-les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre_5046688_3244.html#f3lzzj5tQW8yyYMc.99

Prémont, Karine. 'L'influence des médias américains sur la culture québécoise ou l'impact de l'«American Way of Life» sur les Québécois' in Lachapelle, Guy (ed.). 2010. *Le destin américain du Québec : Américanité, américanisations et anti-américanisme* (Québec : Presses de l'Université Laval). Pp. 115-136.

Robertson, Colin. 'Getting Noticed in Washington : The Hard Part of Canada's Job' in *Policy Options*, novembre 2005, pp. 46-50.

Robertson, Colin. 'A Primer to the Trump-Trudeau Meeting' in *Reports of the Canadian Global Affairs Institute*, 10 février 2017 : <http://www.colinrobertson.ca/?p=1827>

Roby, Yves. 2007. *Histoire d'un rêve brisé? Les Canadiens français aux États-Unis* (Sillery : Septentrion)

Roger, Simon. 'La victoire de Donald Trump, un mauvais coup pour la lutte contre le réchauffement climatique', in *Le Monde*, 9 novembre 2016 : http://www.lemonde.fr/planete/article/2016/11/09/la-victoire-de-donald-trump-un-mauvais-coup-pour-la-lutte-contre-le-rechauffement-climatique_5028263_3244.html

Schlossberg, Tatiana. 'As Trump Signals Climate Action Pullback, Local Leaders Push Forward', in *The New York Times*, 16 décembre 2016 : https://www.nytimes.com/2016/12/16/science/local-government-climate-change-efforts.html?_r=0

Shingler, Benjamin et Stephen Smith, 'Quebec Vows to Protect Forestry Industry Against 'Injustified' U.S. Tax on Softwood Lumber', 25 avril 2017: <http://www.cbc.ca/news/canada/montreal/quebec-donald-trump-softwood-lumber-1.4081992>

Sénat des États-Unis (*U.S. Senate Committee on Homeland Security & Governmental Affairs*). 2016. 'Canada's Fast-Track Refugee Plan: Unanswered Questions and Implications for U.S. National Security', disponible à l'adresse suivante : <https://www.hsgac.senate.gov/hearings/canadas-fast-track-refugee-plan-unanswered-questions-and-implications-for-us-national-security>

Shear, Michael et Helene Cooper. 'Trump Bars Refugees and Citizens of 7 Muslim Countries' in *The New York Times*, 27 janvier 2017 : https://www.nytimes.com/2017/01/27/us/politics/trump-syrian-refugees.html?_r=0

Storey, John. 2006. *Cultural Theory and Popular Culture: An Introduction* (Essex: Pearson Education)

Tchandem Kamgang, Alice Chantal. 'Bois d'oeuvre: les forestiers canadiens contre une possible imposition de droits salés par les Américains' in *Radio-Canada International*, 16 décembre 2016: <http://www.rcinet.ca/fr/2016/12/16/bois-doeuvre-les-forestiers-canadiens-contre-une-possible-imposition-de-droits-salee-par-les-americains/>

Troianovski, Anton et Jason Douglas. 'Merkel, May Criticize Trump's Refugee Ban', in *The Wall Street Journal*, 29 janvier 2017 : <https://www.wsj.com/articles/merkel-calls-u-s-refugee-ban-unjustified-1485687277>

Trump, Donald. 2017a. 'Texte intégral du discours d'investiture du 20 janvier 2017' in *Radio-Canada*, 20 janvier 2017 : <http://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1012149/discours-integral-donald-trump-president-etats-unis>

Trump, Donald. 2017b. 'Remarks by President Trump in Joint Address to Congress', disponible sur le site de Maison-Blanche : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/02/28/remarks-president-trump-joint-address-congress>

Trump, Donald et Tony Schwartz. 1987. *The Art of the Deal* (New York: Random House)

Tuohy, Dan. 'Gov. Sununu Praises Northern Pass Project During Visit to Montreal', in *The Union Leader*, 20 mars 2017 : <http://www.unionleader.com/energy/Gov-Sununu-praises-Northern-Pass-project-during-visit-to-Montreal-03212017>

Yuen, Jenny, 'Majority of Canadians don't Trust Trump: Poll', in *The Toronto Sun*, 24 janvier 2017: <http://www.torontosun.com/2017/01/24/majority-of-canadians-dont-trust-trump-poll>

Zimonjic, Peter. 'Liberal Government 'Happy' to Renegotiate NAFTA, says Canada's Ambassador to U.S.' in *CBC News*, 9 novembre 2016 : <http://www.cbc.ca/news/politics/macnaughton-nafta-trade-softwood-1.3844460>

NOTES

1. Le terme bromance signifie une relation d'amitié profonde entre deux hommes, qui se rapproche de l'amour, mais qui ne comporte pas d'attirance sexuelle. Stéphane Baillargeon utilisait l'expression « amitié homosociale forte » pour exprimer l'idée qu'Obama et Trudeau ont plusieurs points en commun (ils partagent la même idéologie politique, sont de la même génération, sont jeunes pères de famille, etc.) et éprouvent une admiration mutuelle évidente qui les prédispose à bien s'entendre (Baillargeon 2017).
2. Il est à noter que certains observateurs remettent en question l'idée qu'il existe une « relation spéciale » canado-américaine, dont Macdonald 2015 qui souligne par exemple que le premier ministre du Canada Stephen Harper ne faisait pas l'objet d'un traitement privilégié à Washington comparativement à d'autres leaders mondiaux durant la présidence Obama.
3. La culture populaire étant ici définie comme une forme de culture produite en masse et appréciée par un grand nombre. Aux États-Unis comme dans plusieurs autres démocraties occidentales, les principaux objets/véhicules/produits de la culture populaire sont les films, les séries télévisées, les dessins animés, les jeux vidéo, etc. (Storey 2006).

ABSTRACTS

This article evaluates the impact of Donald Trump's election to the U.S. presidency on Canada-U.S. relations on three issues : trade, environment/energy and security. It argues that January 2017 has marked the beginning of a period of rare uncertainty in the history of Canada-U.S. links, and that the ideological gap between Trump and Justin Trudeau has exposed both countries to high risks of disagreements that could damage the « special relationship » between Washington and Ottawa. Paradoxically, we also argue that some issues could lead to an improvement of Canada-U.S. relations compared to the Obama years, and that Canada will sometimes be able to take advantage of the decentralization of power and of the system of checks and balances that exist in the United States to preserve its interests.

Cet article évalue l'impact de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis sur les relations canado-américaines, à travers un examen des enjeux du commerce, de l'environnement/énergie et de la sécurité. Il soutient que le Canada et les États-Unis ont amorcé, en janvier 2017, une période d'incertitude rarement vue dans leur histoire, et que l'ampleur du fossé idéologique entre Trump et Justin Trudeau a exposé les deux pays à des risques de désaccords susceptibles d'ébranler la « relation spéciale » canado-américaine. Cette thèse est toutefois nuancée à deux titres : d'une part, malgré le fossé idéologique entre Trudeau et Trump, des zones de compromis pourraient, sur certains dossiers, mener à une amélioration des relations canado-américaines par rapport aux années Obama. D'autre part, le Canada pourra parfois compter sur la décentralisation du pouvoir ainsi que sur les mécanismes de poids et contrepois propres au système politique américain pour préserver ses intérêts.

INDEX

Keywords: Justin Trudeau, Donald Trump, Canada, United States, trade, environment, energy, security, U.S. presidential elections

Mots-clés: Justin Trudeau, Donald Trump, Canada, États-Unis, commerce, environnement, énergie, sécurité, élections présidentielles américaines

AUTHOR

FRÉDÉRIK GAGNON

Professeur au département de science politique et titulaire de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'Université du Québec à Montréal (UQAM)